



CHAPITRE 68

Loi de l'impôt sur les opérations forestières

INTERPRÉTATION

Défini-
tion :

« année
d'imposi-
tion »;

« contri-
buable »;

« compa-
gnie »;

« minis-
tre »;

« provin-
ce ».

« Opéra-
tions fo-
restières »;

1. Dans la présente loi, à moins que le contexte n'indique un sens différent,

1° « année d'imposition » désigne l'année civile; cependant, lorsque l'année financière du contribuable ne coïncide pas avec l'année civile « année d'imposition » désigne l'année financière du contribuable se terminant au cours de l'année civile;

2° « contribuable » signifie toute personne, société ou compagnie qui fait des opérations forestières dans la province et comprend ses exécuteurs testamentaires, fiduciaires et agents;

3° « compagnie » signifie une compagnie au sens de la Loi de l'impôt sur les corporations (chap. 67);

4° « ministre » signifie le ministre du revenu de la province;

5° « province » signifie la province de Québec. 11-12 Eliz. II, c. 26, a. 1.

2. L'expression « opérations forestières », res » désigne dans la présente loi:

a) la coupe du bois sur pied dans la province ou l'acquisition de billes en provenant, lorsque les billes ainsi coupées ou acquises sont vendues dans la province;

b) la coupe de bois sur pied dans la province ou l'acquisition de billes en provenant, lorsque les billes ainsi coupées ou acquises sont vendues hors de la province;

c) la vente de terres boisées, de concessions forestières ou du droit de coupe de bois dans la province;

d) la coupe de bois sur pied dans la province ou l'acquisition de billes en pro-

CHAPTER 68

Logging Tax Act

INTERPRETATION

1. In this act, unless the context indicates a different meaning,

(1) "taxation year" means the calendar year; but when the fiscal year of the taxpayer does not coincide with the calendar year, "taxation year" means the fiscal year of the taxpayer ending in the calendar year;

(2) "taxpayer" means any person, partnership or company carrying on logging operations in the Province and includes his or its testamentary executors, trustees and agents;

(3) "company" means a company within the meaning of the Corporation Tax Act (Chap. 67);

(4) "Minister" means the Minister of Revenue of the Province;

(5) "Province" means the Province of Québec. 11-12 Eliz. II, c. 26, s. 1.

2. In this act, the expression "logging operations" means:

(a) the cutting of standing timber in the Province or the acquiring of logs derived therefrom, when the logs so cut or acquired are sold in the Province;

(b) the cutting of standing timber in the Province or the acquiring of logs derived therefrom, when the logs so cut or acquired are sold outside the Province;

(c) the sale of forest land, timber limits or timber cutting rights in the Province;

(d) the cutting of standing timber in the Province or the acquiring of logs

venant faite par l'exploitant d'une scierie, usine de pâte ou papier ou autre usine de transformation de billes au Canada. 11-12 Eliz. II, c. 26, a. 2.

derived therefrom by the operator of a sawmill, pulp or paper plant or other log-processing plant in Canada. 11-12 Eliz. II, c. 26, s. 2.

« Revenu ».

3. Dans la présente loi, le mot « revenu » désigne l'ensemble des montants suivants:

a) lorsque le contribuable fait les opérations décrites au paragraphe *a* de l'article 2, ses bénéfices nets pour l'année provenant de la coupe, de l'acquisition, du transport et de la vente de billes;

b) lorsque le contribuable fait les opérations décrites au paragraphe *b* de l'article 2, ses bénéfices nets pour l'année provenant de la coupe, de l'acquisition, du transport et de la vente de billes, calculés sur la valeur des billes vendues telle qu'établie par le ministre, diminuée des frais de coupe, d'acquisition, de transport et de vente;

c) lorsque le contribuable fait les opérations décrites au paragraphe *c* de l'article 2, ses bénéfices nets provenant de ces opérations dans la mesure où ces bénéfices sont imposables sous la Loi de l'impôt sur les corporations (chap. 67) ou sous la Loi de l'impôt provincial sur le revenu (chap. 69);

d) lorsque le contribuable fait les opérations décrites au paragraphe *d* de l'article 2, ses bénéfices de toute provenance pour l'année, moins l'ensemble

I. de ses bénéfices de provenance autre que des opérations forestières et la transformation, le transport et la vente de billes, de bois et de leurs sous-produits;

II. des bénéfices nets visés aux paragraphes *a*, *b* ou *c*, et

III. d'un montant égal à 8 pour cent du coût initial, en ce qui le concerne, des biens susceptibles de dépréciation en vertu de la Loi de l'impôt sur les corporations (chap. 67) ou de la Loi de l'impôt provincial sur le revenu (chap. 69), selon le cas, et utilisés par lui dans l'année pour la transformation de billes ou de leurs sous-produits; cependant ce montant ne doit pas être inférieur à 35 pour cent ni supérieur à 65 pour cent du revenu qui reste après les déductions prévues aux sous-paragraphes I et II;

e) lorsque le paragraphe *d* s'applique et que le contribuable coupe du bois sur

3. In this act, the word "income" "Income" means the aggregate of the following amounts:

(a) when the taxpayer carries on the operations described in paragraph *a* of section 2, his net profit for the year from the cutting, acquiring, transportation and sale of logs;

(b) when the taxpayer carries on the operations described in paragraph *b* of section 2, his net profit for the year from the cutting, acquiring, transportation and sale of logs, computed on the value of the logs sold as established by the Minister, less the cost of cutting, acquisition, transportation and sale;

(c) when the taxpayer carries on the operations described in paragraph *c* of section 2, his net profits from such operations to the extent to which such profits are taxable under the Corporation Tax Act (Chap. 67) or the Provincial Income Tax Act (Chap. 69);

(d) when the taxpayer carries on the operations described in paragraph *d* of section 2, his profits for the year from all sources, minus the aggregate of

I. his profits from sources other than logging operations and the processing, transportation and sale of logs, wood and products produced therefrom;

II. the net profits contemplated in paragraphs *a*, *b* and *c*, and

III. an amount equal to 8 per cent of the original cost to him of the assets susceptible of depreciation under the Corporation Tax Act (Chap. 67) or the Provincial Income Tax Act (Chap. 69), as the case may be, and used by him during the year for the processing of logs or their by-products; but such amount shall not be less than 35 per cent or more than 65 per cent of the income remaining after the deductions provided for in sub-paragraphs I and II;

(e) when paragraph *d* applies and the taxpayer cuts standing timber outside the

pied en dehors de la province ou acquiert des billes en provenant, il peut déduire du revenu obtenu par l'application du paragraphe *d* une partie proportionnelle à la quantité de ce bois coupé en dehors de la province par rapport à la quantité totale de bois sur pied coupé et de billes acquises par lui pendant l'année. 11-12 Eliz. II, c. 26, a. 3.

Province or acquires logs derived therefrom, he may deduct from the income resulting from the application of paragraph *d* a portion proportional to the ratio of the amount of such wood cut outside the Province to the total quantity of standing timber cut and logs acquired by him during the year. 11-12 Eliz. II, c. 26, s. 3.

Achat excédant valeur marchande.

4. 1. Lorsqu'un contribuable achète quelque chose d'une personne qu'il a intérêt à favoriser, à un prix excédant sa valeur marchande, celle-ci est censée être le prix de cette chose pour les fins du calcul du revenu de ce contribuable.

4. (1) When a taxpayer purchases anything from a person with whom he does not deal at arm's length, at a price exceeding its market value, the latter shall be regarded as the price of such thing for the purpose of computing the income of such taxpayer. Purchase above market value

Vente inférieure à valeur marchande.

2. Lorsqu'un contribuable vend quelque chose à une personne qu'il a intérêt à favoriser, à un prix inférieur à sa valeur marchande, celle-ci est censée être le prix de vente de cette chose pour les fins du calcul du revenu de ce contribuable.

(2) When a taxpayer sells anything to a person with whom he does not deal at arm's length, at a price less than its market value, the latter shall be regarded as the sale price of such thing for the purpose of computing the income of such taxpayer. Sale below market value.

Paiements excessifs.

3. Lorsqu'un contribuable paie ou s'engage à payer à une personne qu'il a intérêt à favoriser, une redevance, un loyer ou un autre paiement pour l'usage ou la production d'un bien, à un taux plus élevé que celui qui est généralement payé dans le même genre d'entreprise, un montant calculé à ce dernier taux est censé être le montant payé par ce contribuable pour les fins du calcul de son revenu.

(3) When a taxpayer pays or agrees to pay to a person with whom he does not deal at arm's length a royalty, rental or other payment for the use or reproduction of any property, at a rate higher than that usually paid in the same kind of business, an amount computed at such latter rate shall be regarded as the amount paid by such taxpayer for the purpose of computing his income. Excessive royalty, etc.

Distribution aux actionnaires.

4. Lorsqu'une compagnie distribue directement ou indirectement à ses actionnaires quelque bien lors de sa liquidation ou de toute autre manière, ou leur cède quelque bien pour une considération inférieure à sa valeur marchande, le revenu de cette compagnie est augmenté de la valeur marchande de ce bien ou de la différence entre cette valeur et la considération reçue, lorsque la vente de ce bien à sa valeur marchande aurait augmenté le revenu de cette compagnie. 11-12 Eliz. II, c. 26, a. 4.

(4) When a company distributes directly or indirectly to its shareholders any property, upon its winding up or otherwise, or transfers to them any property for a consideration less than its market value, the income of such company shall be increased by the market value of such property or by the difference between such value and the consideration received, if the sale of such property at its market value would have increased the income of such company. 11-12 Eliz. II, c. 26, s. 4. Distribution to shareholders.

Personnes favorisées.

5. 1. Pour les fins de l'article 4, l'expression « personne que le contribuable a intérêt à favoriser » comprend:

5. (1) For the purposes of section 4, the expression "person with whom the taxpayer does not deal at arm's length" includes: Dealing not "at arm's length".

a) une personne unie au contribuable par les liens du sang, du mariage ou de l'adoption;

(a) a person connected with the taxpayer by blood relationship, marriage or adoption;

b) une société dont le contribuable fait partie ou dans laquelle un ou plusieurs associés sont des personnes à lui unies par les liens du sang, du mariage ou de l'adoption ou à laquelle le contribuable a avancé plus de la moitié des biens dont elle dispose;

c) une compagnie sous la dépendance directe ou indirecte du contribuable ou dont il possède plus de la moitié du capital actions ou à laquelle il a fourni par prêt ou autrement plus de la moitié des biens dont elle dispose pour ses affaires;

d) les compagnies sous la dépendance directe ou indirecte d'un même groupe de personnes;

e) une compagnie et une personne faisant partie d'un groupe de personnes ayant cette compagnie sous leur dépendance directe ou indirecte.

2. Au sens du présent article:

a) une personne est unie au contribuable par les liens du sang, si elle est le père ou un autre ascendant, le fils ou un autre descendant ou le frère ou la soeur du contribuable;

b) une personne est unie au contribuable par les liens du mariage, si elle est mariée au contribuable ou à une personne qui est unie au contribuable par les liens du sang;

c) une personne est unie au contribuable par les liens de l'adoption, si elle a été adoptée en droit ou en fait par le contribuable ou par une personne unie au contribuable par les liens du sang, autrement qu'à titre de frère ou de soeur, ou si le contribuable a été adopté en droit ou en fait par cette personne ou par une autre unie à cette dernière par les liens du sang, autrement qu'à titre de frère ou de soeur. 11-12 Eliz. II, c. 26, a. 5.

(b) a partnership of which the taxpayer is a member or in which one or more partners are persons connected with him by blood relationship, marriage or adoption, or to which the taxpayer has advanced more than one-half of its available property;

(c) a company controlled directly or indirectly by the taxpayer or of which he holds more than one-half of the capital stock or which he has provided by loan or otherwise with more than one-half of the property which it has available for its business;

(d) companies directly or indirectly controlled by the same group of persons;

(e) a company and a person or one of several persons by whom such company is directly or indirectly controlled.

(2) For the purposes of this section:

(a) a person is connected with a taxpayer by blood relationship if he is the father or other ascendant, the son or other descendant or the brother or sister of the taxpayer;

(b) a person is connected with a taxpayer by marriage if he or she is married to the taxpayer or to a person connected by blood relationship with the taxpayer;

(c) a person is connected with a taxpayer by adoption if he or she has been adopted legally or in fact by the taxpayer or by a person connected with the taxpayer by blood relationship, otherwise than as brother or sister, or if the taxpayer has been adopted legally or in fact by such person or by another connected with him by blood relationship otherwise than as brother or sister. 11-12 Eliz. II, c. 26, s. 5.

ASSUJETTISSEMENT À L'IMPÔT

LIABILITY TO TAX

Taxe annuelle.

6. 1. Tout contribuable doit payer annuellement une taxe de 10 pour cent de son revenu, pour l'année d'imposition 1962 et pour chacune des années d'imposition subséquentes.

Année d'imposition 1962.

2. Si l'année financière du contribuable ne coïncide pas avec l'année civile, cette taxe, pour l'année d'imposition 1962, est exigible seulement dans la proportion du

6. (1) Every taxpayer shall pay an annual tax of 10 per cent of his income for the taxation year 1962 and each subsequent taxation year.

(2) If the fiscal year of the taxpayer does not coincide with the calendar year, such tax, for the taxation year 1962, shall be payable only in the proportion

nombre de jours qui restait à courir depuis le premier janvier 1962 pour compléter cette année financière par rapport au nombre total de jours de ladite année financière.

that the number of days that remained, after the first of January 1962, to complete such fiscal year, bears to the total number of days in the said fiscal year.

Revenu non taxable.

3. Aucune taxe n'est exigible si le revenu n'excède pas \$10,000 pour une année financière de douze mois, ou n'excède pas un montant qui, par rapport à \$10,000, est dans la même proportion que le nombre de jours de l'année financière par rapport au nombre de jours de l'année civile. 11-12 Eliz. II, c. 26, a. 6.

(3) No tax shall be payable if the income does not exceed \$10,000 for a fiscal year of twelve months, or does not exceed an amount which bears the same proportion to \$10,000 that the number of days in the fiscal year bears to the number of days in the calendar year. 11-12 Eliz. II, c. 26, s. 6.

Minimum taxable income.

Opération unique.

T. 1. Pour les fins du paragraphe 3 de l'article 6, toutes les opérations forestières faites par le même contribuable à titre de propriétaire, de locataire ou d'exploitant, ou dont le revenu est au bénéfice du même contribuable, sont censées ne constituer qu'une seule opération forestière et non pas des opérations distinctes.

7. (1) For the purposes of subsection 3 of section 6, all logging operations carried on by the same taxpayer as owner, lessee or operator, or the revenue from which accrues to the benefit of the same taxpayer, shall be deemed to constitute a single logging operation and not separate operations.

Single logging operation.

Compagnies affiliées, etc.

2. Dans le cas d'opérations forestières faites par deux ou plusieurs compagnies affiliées ou associées, sous la même direction générale, ou dont la majeure partie du bénéfice va aux mêmes actionnaires, le revenu de chacune de ces compagnies est traité comme le revenu d'un même contribuable, pour les fins du paragraphe 3 de l'article 6. 11-12 Eliz. II, c. 26, a. 7.

(2) When logging operations are carried on by two or more affiliated or associated companies, under the same general management, or of which the bulk of the profit accrues to the same shareholders, the income of each such company shall be regarded as the income of a single taxpayer for the purposes of subsection 3 of section 6. 11-12 Eliz. II, c. 26, s. 7.

Affiliated companies, etc.

ABATTEMENT

ABATEMENT

Déduction pour impôt sur revenu.

8. Tout contribuable peut déduire de l'impôt exigible de lui en vertu de la Loi de l'impôt provincial sur le revenu (chap. 69) ou de la Loi de l'impôt sur les corporations (chap. 67) un tiers de la taxe payée par lui pour la même année d'imposition en vertu de la présente loi. 11-12 Eliz. II, c. 26, a. 8.

8. Every taxpayer may deduct from the tax payable by him under the Provincial Income Tax Act (Chap. 69) or the Corporation Tax Act (Chap. 67) one-third of the tax paid by him for the same taxation year under this act. 11-12 Eliz. II, c. 26, s. 8.

Deduction from income tax.

Déclaration.

9. Tout contribuable doit, dans les six mois qui suivent la fin d'une année d'imposition, sans mise en demeure, produire au ministre une déclaration de son revenu en la forme prescrite par celui-ci et contenant les renseignements requis.

9. Every taxpayer shall deliver to the Minister without demand, within six months after the end of a taxation year, a return of his income in the form prescribed by the Minister and containing the required information.

Return.

Idem.

En outre, toute personne doit, sur demande du ministre, lui produire telle déclaration. 11-12 Eliz. II, c. 26, a. 9.

Any person, on demand by the Minister, shall also deliver such a return to him. 11-12 Eliz. II, c. 26, s. 9.

Idem.

Montant tenant lieu de taxe.

10. À défaut de déclaration dans le temps prescrit, le ministre peut fixer un montant qui tient lieu de la taxe exigible

10. If no return is made within the time prescribed, the Minister may fix an amount to replace the tax payable for the

Amount fixed by Minister.

pour l'année d'imposition au sujet de laquelle la déclaration n'a pas été produite. 11-12 Eliz. II, c. 26, a. 10.

taxation year for which the return was not filed. 11-12 Eliz. II, c. 26, s. 10.

Déclaration distincte en cas de décès.

11. Lorsqu'un contribuable décède après la fin d'une année d'imposition mais avant la fin de l'année civile durant laquelle l'année d'imposition s'est terminée, une déclaration distincte doit être produite pour la période depuis la fin de l'année d'imposition jusqu'à la date du décès du contribuable et la taxe est calculée et payée comme s'il s'agissait d'une période distincte d'imposition. 11-12 Eliz. II, c. 26, a. 11.

11. When a taxpayer dies after the end of a taxation year but before the end of the calendar year during which the taxation year ended, a separate return shall be filed for the period from the end of the taxation year to the day of the taxpayer's death, and the tax shall be computed and paid as for a separate taxation period. 11-12 Eliz. II, c. 26, s. 11.

Separate return in case of death.

Signature.

12. Toute déclaration produite par une société ou une compagnie doit être signée par un associé ou un fonctionnaire ayant une connaissance personnelle des affaires de la société ou de la compagnie. 11-12 Eliz. II, c. 26, a. 12.

12. Every return filed by a partnership or company shall be signed by a partner or officer having personal knowledge of the affairs of such partnership or company. 11-12 Eliz. II, c. 26, s. 12.

Signature.

PAIEMENT DE L'IMPÔT

PAYMENT OF TAX

Paiements différés.

13. La taxe exigible en vertu de la présente loi est payable comme suit:

13. The tax due under this act shall be payable as follows:

Payment in instalments.

a) la moitié, le dernier jour de l'année d'imposition du contribuable, d'après l'estimation qu'il fait de son revenu pour l'année qui se termine;

(a) one-half on the last day of the taxpayer's taxation year, according to his estimate of his income for the year then ending;

b) le solde, le dernier jour du troisième mois qui suit la fin de l'année d'imposition du contribuable, d'après l'estimation qu'il fait alors de son revenu;

(b) the balance on the last day of the third month following the end of the taxpayer's taxation year, according to his estimate at that time of his income;

c) si les paiements effectués en vertu des paragraphes a et b n'acquittent pas entièrement la taxe exigible, le reliquat doit être payé au plus tard le dernier jour du sixième mois qui suit l'expiration de l'année d'imposition. 11-12 Eliz. II, c. 26, a. 13.

(c) if the amounts paid under paragraphs a and b do not cover the full amount of the tax due, the balance shall be paid not later than the last day of the sixth month after the end of the taxation year. 11-12 Eliz. II, c. 26, s. 13.

INTÉRÊTS

INTEREST

Paiement insuffisant.

14. 1. Lorsque le montant total payé suivant l'article précédent est moindre que celui de la taxe exigible, le contribuable doit payer l'intérêt sur la différence au taux de 6 pour cent l'an à compter du jour prescrit pour le dernier paiement.

14. (1) When the total amount paid under the preceding section is less than the amount of the tax payable, the taxpayer shall pay interest on the difference at the rate of 6 per cent per annum from the day prescribed for the last payment.

Insufficient Payment.

Défaut de paiement.

2. Lorsqu'un contribuable a négligé d'effectuer intégralement les paiements prescrits à l'article 13, il doit, en plus de l'intérêt exigible en vertu du paragraphe

(2) When a taxpayer has failed to pay the whole of the amount prescribed in section 13, he shall pay, in addition to the interest payable under the preceding

Failure to pay.

précédent, payer un intérêt au taux de 6 pour cent l'an sur le montant qu'il a omis de payer, à compter du jour où il était tenu de faire ce paiement jusqu'au jour du paiement, sans cependant dépasser le début de la période où l'intérêt est exigible en vertu du paragraphe précédent.

Compila-
tion des
montants.

3. Pour les fins du paragraphe précédent, le contribuable doit payer les montants prescrits par l'article 13 en se basant sur le moindre des deux montants ci-après:

a) le revenu imposable de l'année d'imposition ou

b) le revenu imposable de l'année d'imposition précédente. 11-12 Eliz. II, c. 26, a. 14.

COTISATION

Cotisation
et avis.

15. Sur réception des déclarations prévues à l'article 9, le ministre doit les examiner et déterminer la taxe payable par le contribuable ainsi que les intérêts et les peines exigibles s'il en est; après cet examen, le ministre transmet un avis de cotisation au contribuable.

Différence
entre coti-
sation et
montant
estimé.

Toute différence entre le montant de la cotisation et le montant estimé par le contribuable doit être payé dans les trente jours qui suivent la date de l'avis de cotisation, et à défaut de paiement porte intérêt au taux de 6 pour cent l'an. 11-12 Eliz. II, c. 26, a. 15.

Nouvelle
cotisation.

16. Le ministre peut, en tout temps, faire une nouvelle cotisation de la taxe exigible, des intérêts payables et des peines, si le contribuable a fait une fausse déclaration ou a commis une fraude en produisant sa déclaration ou en fournissant les renseignements prévus par la présente loi. Dans les autres cas, il ne peut modifier une cotisation que dans les quatre ans de la date où elle a été faite. 11-12 Eliz. II, c. 26, a. 16.

REMBOURSEMENT DE L'INDU

Rembour-
sement.

17. S'il appert de l'examen de la déclaration du contribuable qu'il y a eu un surplus de paiement, le ministre doit, après l'envoi de l'avis de cotisation, rembourser avec diligence la somme payée en trop. Cependant, si le contribuable est alors tenu à un autre paiement en vertu

subsection, interest at the rate of 6 per cent per annum on the amount which he failed to pay, from the day when he should have paid such amount to the day of payment but not extending beyond the beginning of the period when interest is payable under the preceding subsection.

Computa-
tion of
amounts.

(3) For the purposes of the preceding subsection, the taxpayer shall pay the amounts prescribed by section 13 computed on the lesser of the following two amounts:

(a) the taxable income of the taxation year or

(b) the taxable income of the preceding taxation year. 11-12 Eliz. II, c. 26, s. 14.

ASSESSMENT

15. Upon receipt of the returns provided for in section 9, the Minister shall examine them and assess the tax payable by the taxpayer and the interest and penalties, if any, payable; after such examination, the Minister shall send a notice of assessment to the taxpayer.

Assess-
ment and
notice.

Any difference between the amount of the assessment and the amount estimated by the taxpayer shall be paid within thirty days after the date of the notice of assessment and, in default of payment, shall bear interest at the rate of 6 per cent per annum. 11-12 Eliz. II, c. 26, s. 15.

Payment
of defi-
ciency.

16. The Minister may, at any time, make a new assessment of the tax due, the interest payable and the penalties, if the taxpayer has made a false return or has committed fraud in filing his return or in supplying the information required by this act. In other cases, he shall not alter an assessment except within four years after the date when it was made. 11-12 Eliz. II, c. 26, s. 16.

New as-
sessment.

REFUND OF OVERPAYMENT

17. Whenever the examination of the taxpayer's return discloses that an overpayment has been made, the Minister, after the notice of assessment has been sent, shall promptly refund the amount overpaid. However, if the taxpayer is then bound to make a further payment

Refund.

de la présente loi ou est sur le point de l'être, le ministre peut imputer le montant reçu en excédent de la taxe à cette autre obligation et lui en donner avis. 11-12 Eliz. II, c. 26, a. 17.

under this act or is about to be so bound, the Minister may impute the overpayment of tax to such other liability and notify him accordingly. 11-12 Eliz. II, c. 26, s. 17.

APPLICATION ET EXÉCUTION

APPLICATION AND ENFORCEMENT

Registres et livres de compte.

18. Tout contribuable doit tenir, à son lieu d'affaires ou à tout autre lieu que le ministre peut désigner, des registres et livres de comptes qui doivent contenir les renseignements qui permettent au ministre d'établir le montant de la taxe payable en vertu de la présente loi.

18. Every taxpayer shall keep, at his place of business or at such other place as the Minister may designate, records and books of account containing the necessary information to enable the Minister to determine the amount of the tax payable under this act. Taxpayer must keep records, etc.

Ordre du ministre.

Lorsqu'un contribuable n'a pas tenu des registres et livres de comptes suffisants, le ministre peut lui enjoindre de tenir les registres et livres de comptes qu'il spécifie et ce contribuable doit se soumettre à cette obligation.

When a taxpayer has not kept adequate records and books of account, the Minister may order him to keep such records and books of account as he specifies and the taxpayer must comply with such order. Order by Minister.

Garde des registres, etc.

Quiconque est requis par le présent article de tenir des registres et livres de comptes doit les conserver, ainsi que les factures et autres pièces justificatives nécessaires à la vérification des renseignements contenus dans ces registres ou livres de comptes, jusqu'à ce que permission écrite d'en disposer ait été obtenue du ministre. 11-12 Eliz. II, c. 26, a. 18.

Every person required by this section to keep records and books of account shall preserve them, as well as the invoices and other vouchers necessary for the verification of the information contained in such records or books of account, until written permission to dispose of them has been obtained from the Minister. 11-12 Eliz. II, c. 26, s. 18. Preservation of records, etc.

Taxe établie par ministre.

19. Si le contribuable n'a pas tenu les livres mentionnés dans l'article précédent, le ministre peut alors établir la taxe exigible au moyen des indices des opérations du contribuable, des circonstances et de tous renseignements qu'il possède.

19. If the taxpayer has not kept the books mentioned in the preceding section, the Minister may then determine the tax payable by means of the facts evidencing the taxpayer's operations, the circumstances and any information he may have. Determination of tax by Minister.

Fardeau de la preuve.

Le montant ainsi établi devient le montant de la taxe payable, à moins que le contribuable n'établisse par une preuve positive, dont le fardeau lui incombe le montant exact de la taxe qu'il doit payer suivant la loi. 11-12 Eliz. II, c. 26, a. 19.

The amount so determined shall become the amount of the tax payable, unless the taxpayer establishes by positive proof, the burden of which shall be upon him, the exact amount of the tax payable by him under the law. 11-12 Eliz. II, c. 26, s. 19. Contrary proof.

Demande de renseignements.

20. Le ministre peut, par demande transmise par poste recommandée ou signifiée personnellement, exiger d'un contribuable, dans le délai raisonnable qu'il fixe, tout renseignement supplémentaire, la production de livres, lettres, comptes, factures, états financiers ou autres documents qu'il juge nécessaires à l'application de la présente loi. 11-12 Eliz. II, c. 26, a. 20.

20. The Minister, by demand sent by registered mail or served personally, may require from a taxpayer, within such reasonable delay as he fixes, any additional information and the production of such books, letters, accounts, invoices, financial statements or other documents as he deems necessary for the enforcement of this act. 11-12 Eliz. II, c. 26, s. 20. Demand for information.

Enquête. 21. Le ministre peut faire toute enquête qu'il croit nécessaire à la détermination du montant de la taxe exigible ou autoriser une ou plusieurs personnes à faire cette enquête pour déterminer ce montant.

Coopération du contribuable. Tout contribuable, ses fonctionnaires et employés sont tenus de fournir à la personne chargée de faire cette enquête les renseignements qu'il requiert et de lui faciliter l'examen de tous livres, documents et pièces quelconques nécessaires à son enquête. 11-12 Eliz. II, c. 26, a. 21.

21. The Minister may make any investigation that he considers necessary to determine the amount of the tax payable or authorize one or more persons to conduct such investigation to determine such amount. Investigation.

Every taxpayer, his officers and employees, shall give the person appointed to make such investigation the information that he requires and facilitate his examination of all books, documents and things necessary for his investigation. 11-12 Eliz. II, c. 26, s. 21. Taxpayer must co-operate.

INFRACTIONS

Défaut de produire déclaration. 22. Quiconque omet de faire une déclaration prescrite par l'article 9, dans les délais prévus, commet une infraction et se rend passible d'une amende que peut lui imposer le ministre égale à 5 pour cent du montant de la taxe exigible, mais le montant de cette amende ne doit pas excéder cinq cents dollars. 11-12 Eliz. II, c. 26, a. 22.

Défaut de tenir registres, etc. 23. Quiconque omet d'observer une disposition des articles 18 à 21 commet une infraction et est passible, sur poursuite sommaire, d'une amende de cent à cinq cents dollars en outre des frais. 11-12 Eliz. II, c. 26, a. 23.

Déclaration faussée, etc. 24. Quiconque fait une affirmation fausse ou trompeuse, ou participe, consent ou acquiesce à une telle affirmation dans une déclaration, une réponse, un certificat ou un état produit sous la présente loi ou ses règlements commet une infraction et est passible, sur poursuite sommaire, d'une amende de deux cents à mille dollars. 11-12 Eliz. II, c. 26, a. 24.

Culpabilité de fonctionnaire, etc., de compagnie. 25. Lorsqu'une compagnie est déclarée coupable d'une infraction à la présente loi, tout fonctionnaire, administrateur ou agent de la compagnie qui a prescrit ou autorisé l'accomplissement de l'infraction ou y a consenti, acquiescé ou participé, est réputé partie à l'infraction et est également passible, sur poursuite sommaire, de la peine prévue pour l'infraction. 11-12 Eliz. II, c. 26, a. 25.

OFFENCES

22. Whosoever fails to make a return prescribed by section 9 within the prescribed delays is guilty of an offence and liable to a fine, which the Minister may impose, equal to 5 per cent of the amount of the tax payable, but the amount of such fine shall not exceed five hundred dollars. 11-12 Eliz. II, c. 26, s. 22. Failure to make return.

23. Whosoever fails to comply with any provision of sections 18 to 21 is guilty of an offence and liable, on summary prosecution, to a fine of one hundred to five hundred dollars in addition to costs. 11-12 Eliz. II, c. 26, s. 23. Failure to keep records, etc.

24. Whosoever makes a false or misleading statement or participates in, consents to or acquiesces in the making of such a statement in any return, answer, certificate or statement produced under this act or its regulations is guilty of an offence and liable, on summary prosecution, to a fine of two hundred to one thousand dollars. 11-12 Eliz. II, c. 26, s. 24. False statement, etc.

25. Whenever a company is found guilty of an offence against this act, every officer, director or agent of the company who directed or authorized the commission of the offence or consented to, acquiesced in or participated in the same shall be deemed a party to the offence and is also liable, on summary prosecution, to the penalty provided for such offence. 11-12 Eliz. II, c. 26, s. 25. Liability of officers, etc., of a company.

Communi-
cation
illégal.

26. Quiconque, au cours de son emploi au service de Sa Majesté du chef de la province, communique ou permet que soit communiqué à une personne qui n'y a pas légalement droit un renseignement obtenu en vertu de la présente loi, ou permet à une telle personne de prendre connaissance d'une déclaration faite par le contribuable, commet une infraction et est passible, sur poursuite sommaire, d'une amende de cinquante à deux cents dollars. 11-12 Eliz. II, c. 26, a. 26.

26. Whosoever, while employed in the service of Her Majesty in the right of the Province, communicates or allows to be communicated to any person not legally entitled thereto any information obtained under this act, or allows such person to inspect a return made by the taxpayer, is guilty of an offence and liable, on summary prosecution, to a fine of fifty to two hundred dollars. 11-12 Eliz. II, c. 26, s. 26.

Illegal
disclosure.

Communi-
cation
par mi-
nistre.

27. Le ministre peut

a) communiquer, ou permettre que soit communiqué un renseignement obtenu en vertu de la présente loi, ou

b) permettre l'examen ou la communication de quelque déclaration écrite fournie selon la présente loi

au gouvernement de toute province qui accepte d'échanger avec la province de Québec des renseignements obtenus dans l'application de sa loi d'impôt sur les opérations forestières, pourvu que les renseignements soient fournis pour les seules fins de l'application de la loi de l'impôt sur les opérations forestières de cette autre juridiction. 11-12 Eliz. II, c. 26, a. 27.

27. The Minister may

(a) disclose or authorize the disclosure of any information obtained under this act, or

(b) authorize the examination or disclosure of any written return filed under this act

to the government of any province that agrees to exchange with the Province of Quebec information obtained in the application of its logging tax act, provided that the information is supplied solely for the purposes of the application of the logging tax act of such other jurisdiction. 11-12 Eliz. II, c. 26, s. 27.

Disclosure
by
Minister.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Taxes exi-
gibles des
syndics,
etc.

28. Les taxes exigibles en vertu de la présente loi de même que les intérêts et les peines sont aussi exigibles du syndic, fiduciaire ou liquidateur qui continue, en cette qualité, les affaires d'un contribuable. 11-12 Eliz. II, c. 26, a. 28.

28. The taxes payable under this act as well as the interest and penalties shall also be payable by the trustee in bankruptcy, fiduciary or liquidator who carries on, as such, the business of a taxpayer. 11-12 Eliz. II, c. 26, s. 28.

Trustee
in bank-
ruptcy,
etc.

Dette pri-
vilégiée.

29. Toute somme due à la Couronne en vertu de la présente loi constitue une dette privilégiée prenant rang immédiatement après les frais de justice. 11-12 Eliz. II, c. 26, a. 29.

29. Every sum due to the Crown under this act shall constitute a privileged debt ranking immediately after law costs. 11-12 Eliz. II, c. 26, s. 29.

Privilege.

Fonds
consolidé.

30. Les taxes établies par la présente loi forment partie du fonds consolidé du revenu de la province. 11-12 Eliz. II, c. 26, a. 30.

30. The taxes established by this act shall form part of the consolidated revenue fund of the Province. 11-12 Eliz. II, c. 26, s. 30.

Consoli-
dated
fund.

Sous-
ministre.

31. Le sous-ministre du revenu peut exercer tous les pouvoirs et remplir toutes les fonctions dévolues au ministre en vertu de la présente loi. 11-12 Eliz. II, c. 26, a. 31.

31. The Deputy Minister of Revenue may exercise all the powers and perform all the functions assigned to the Minister under this act. 11-12 Eliz. II, c. 26, s. 31.

Deputy
minister.

Règle-
ments.

32. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut faire des règlements pour

a) apporter les modifications jugées nécessaires à la définition du mot « revenu »;

b) prescrire des mesures pour l'application et la mise en exécution de la présente loi.

Publica-
tion.

Ces règlements sont publiés dans la *Gazette officielle de Québec* et entrent en vigueur huit jours après leur publication. 11-12 Eliz. II, c. 26, a. 32.

Regula-
tions.

32. The Lieutenant-Governor in Council may make regulations to

(a) make such amendments as are deemed necessary to the definition of the word "income";

(b) prescribe measures for the application and enforcement of this act.

Publica-
tion.

Such regulations shall be published in the *Quebec Official Gazette* and shall come into force eight days after they are published. 11-12 Eliz. II, c. 26, s. 32.